

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### R.C commun aux lots

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.  
Pôle Marchés  
135 Avenue de Rangueil  
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Procédure adaptée  
En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

### MARCHE N°2025-003: **TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :  
**14 mars 2025 à 12h00**













**IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES**

Code NACRES :

Lot 1 : BE.01 – Maçonnerie, démolition et désamiantage  
Lot 2 : BE.05 – Peintures, revêtement de sols, ravalement

Organisme de publicité : PLACE, MONITEUR

Service instructeur : Service infrastructures - Pôle Patrimoine - INSA Toulouse

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE	
	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Ranguel 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est divisé en 2 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> <p>* L'INSA se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats ayant remis une offre dans le délai imparti et elle sera réalisée sur la base des critères de jugement des offres.</p> <p>La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.</p> <p>Elle pourra se dérouler par écrit ou à l'orale, sur site ou à distance, en visio-conférence.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45432111-5 : Travaux de pose de revêtements de sols souples</p>

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	4
1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur .....	4
1.2. Type d'acheteur public .....	4
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
2.1. Objet de la consultation .....	4
2.2. Codes CPV .....	4
2.3. Durée .....	4
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	6
4.1. Procédure de passation.....	6
4.2. Allotissement .....	6
4.3. Négociation.....	6
4.4. Renseignements complémentaires .....	6
4.5. Visite de site .....	6
ARTICLE 5 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE .....	6
5.1. Dossier de candidature.....	6
5.2. Sous-traitance .....	9
5.3. Groupements d'opérateurs économiques .....	9
ARTICLE 6 - PRESENTATION DE L'OFFRE .....	9
6.1. Présentation du dossier d'offre.....	9
6.2. Variantes.....	10
6.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	10
6.4. Délai de validité .....	11
ARTICLE 7 - CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE .....	11
ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS .....	12
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	13
ARTICLE 10 - LITIGES ET DIFFERENDS.....	13
<b>ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE.....</b>	<b>14</b>

## Article 1 - Acheteur

### **1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur**

I.N.S.A. de Toulouse  
135 Avenue de Rangueil  
31077 TOULOUSE CEDEX 4  
Télécopie : 05 61 55 95 00  
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

### **1.2. Type d'acheteur public**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

## Article 2 - Dispositions générales

### **2.1. Objet de la consultation**

**Objet des travaux :** TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA.

**Lieu d'exécution :** INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE Cedex 4

Le marché est divisé en lots comme suit :

#### **Lot 1 "DESAMIANPAGE PARTIEL"**

**Ce lot est divisé en tranches :**

- \* Tranche ferme : Travaux désamiantage partiel au R+1 et R+2
- \* Tranche optionnelle : Travaux désamiantage au Rez de chaussée

Le lot 1 comporte une PSE 1 obligatoire « Solution de traitement des déchets amiantés par vitrification ».

#### **Lot 2 "SOLS SOUPLES"**

**Ce lot est divisé en tranches :**

- \* Tranche ferme : Travaux sols souples au R+1 et au R+2
- \* Tranche optionnelle : Travaux sols souples au Rez de chaussée

Le lot 2 comporte une PSE 1 obligatoire pour les travaux de sol du rez de chaussée du bâtiment B17.

### **2.2. Codes CPV**

Le code CPV du marché est le suivant :

Lot n° 1 : DESAMIANPAGE PARTIEL :

45262660 – Travaux de désamiantage  
90522100-3 - Enlèvement de sols contaminés

Lot n° 2 : SOLS SOUPLES :

45432111-5 - Travaux de pose de revêtements de sols souples

### **2.3. Durée**

#### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 16 mois.

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

La durée du marché court jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les travaux doivent être impérativement réalisés entre le mois le 1<sup>er</sup> juin et le 29 août de chaque année.

#### Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 1 mois est prévue.

#### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est de 4 mois.

#### Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Le délai d'exécution du lot 1 démarre à compter de la date de notification du marché et il comprend 1 mois pour la période de préparation et 7 semaines maximum pour l'exécution des travaux de désamiantage.

Le délai d'exécution du lot 2 démarre à compter de la date de notification du marché et il comprend 1 mois pour la période de préparation et 4 semaines maximum pour l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux du lot 2 (hors période de préparation) débute à compter de l'enlèvement des installations de déconfinement du lot 1.

#### **Tranches :**

Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description	Délai d'exécution prévu
Lot 1		
Tranche ferme	Travaux désamiantage partiel au R+1 et R+2	4 mois
Tranche optionnelle n°1	Travaux désamiantage au Rez de chaussée	4 mois
Lot 2		
Tranche ferme	Travaux sols souples au R+1 et au R+2	4 mois
Tranche optionnelle n°1	Travaux sols souples au Rez de chaussée	4 mois

### **Article 3 - Dossier de consultation**

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 4 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## Article 4 - Conditions de la consultation

### **4.1. Procédure de passation**

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

### **4.2. Allotissement**

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

### **4.3. Négociation**

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

\* L'INSA se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats ayant remis une offre dans le délai imparti et elle sera réalisée sur la base des critères de jugement des offres.

La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.

Elle pourra se dérouler par écrit ou à l'orale, sur site ou à distance, en visio-conférence.

### **4.4. Renseignements complémentaires**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **4.5. Visite de site**

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Visite **OBLIGATOIRE** parmi les dates suivantes :

- le jeudi 27 février 2025 à 11h00
- le jeudi 6 mars 2025 à 14h00

Les candidats doivent impérativement s'inscrire au préalable à l'adresse suivante en indiquant le créneau retenu : [pole-marches@insa-toulouse.fr](mailto:pole-marches@insa-toulouse.fr).

## Article 5 - Présentation de la candidature

### **5.1. Dossier de candidature**

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

\* Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Situation propre du candidat - Capacité juridique	Lot
1	Lettre de candidature" - désignation du mandataire par ses "cotraitants" (imprimé DC1), ou équivalent sur papier libre, dûment complété et signé par le candidat, et le cas échéant par chaque membre du groupement	Tous les lots
2	Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Le candidat produit son numéro d'identification pour permettre à l'Acheteur d'accéder aux informations relatives au registre national du commerce et des sociétés (RNCS) et du répertoire des métiers (RMN). Si la transmission du numéro unique d'identification n'est pas possible, il convient, le cas échéant, de fournir un Kbis de moins de 6 mois.	Tous les lots
3	Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés de l'article L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (interdictions de soumissionner) - par imprimé DC1, rubrique F1, ou équivalent sur papier libre	Tous les lots
4	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet	Tous les lots

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Niveau minimum	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.		Tous les lots
2	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.		Tous les lots
3	Certificat(s) de qualification(s) professionnelle(s) et certificat(s) de qualité ou équivalent- la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen	Un certificat de qualification, QUALIBAT 1552 "traitement de l'amiante", ou AFAQ-ASCERT ou toute autre qualification équivalente	Lot 1
4	Certificat(s) de qualification(s) professionnelle(s) et certificat(s) de qualité ou équivalent- la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen	Un certificat de qualification, QUALIBAT 6222 "Revêtements résilients PVC (technicité confirmée)" ou AFAQ-ASCERT ou toute autre qualification équivalente	Lot 2

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.



## **5.2. Sous-traitance**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

## **5.3. Groupements d'opérateurs économiques**

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

## **Article 6 - Présentation de l'offre**

### **6.1. Présentation du dossier d'offre**

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement propre à chaque lot Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	La décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
3	Le mémoire technique propre à chaque lot et détaillant les éléments ci-dessous : *Pour les deux lots : <ul style="list-style-type: none"><li>- La présentation des délais d'exécution prévue et les propositions d'optimisation du calendrier</li><li>- La présentation des moyens humains affecté au chantier (qualité et nombre)</li><li>- La présentation des moyens matériels prévus pour le chantier</li><li>- La présentation de l'organisation, du management prévus pour les travaux et la prise en compte des contraintes de chantier ainsi que les solutions proposées.</li><li>- Une note méthodologique qui explique les phasages travaux envisagés par le candidat</li><li>- Une note méthodologique qui explique les procédés envisagés par le candidat</li></ul> *Pour le lot 1 uniquement : <ul style="list-style-type: none"><li>- Une note méthodologique qui explique les procédés de dépollution envisagés par le candidat</li></ul>
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.

## **6.2. Variantes**

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.  
Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.  
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

## **6.3. Prestations supplémentaires éventuelles**

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour chaque prestation supplémentaire éventuelle obligatoire sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière.

Le maître d'ouvrage choisit de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles obligatoires lors de la signature du contrat. S'il décide de les retenir, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

**\*Le lot n°1 comporte une PSE 1 obligatoire "solution de traitement des déchets amiantés par vitrification".**  
**\*Le lot n°2 comporte une PSE 1 obligatoire pour les travaux de sol du rez de chaussée du bâtiment 17.**

La notification fixe expressément les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoire définie ci-dessus qui ont été retenues par l'Acheteur.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative n'est prévue.

Si elle est retenue, la PSE ne se substitue pas à la solution de base mais vient s'ajouter aux prestations demandées dans le marché. Le maître d'ouvrage n'est jamais obligé de retenir une PSE, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution du marché.

#### 6.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

### Article 7 - Critères d'attribution et choix de l'offre

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
<b>Lot 1 (DESAMIANTAGE PARTIEL)</b>		<b>100 points</b>
1	Valeur technique	60 %
1.1	Qualité de l'organisation générale du chantier et des moyens humains et matériel pour répondre au planning et aux enjeux du marché	50 points
	<i>- Délai d'exécution et proposition(s) d'optimisation du calendrier - 20 points</i> <i>- Moyens humains affectés aux chantier (qualité et nombre) - 10 points</i> <i>- Moyens matériels adaptés au chantier en respect des préconisations du CCTP - 10 points</i> <i>- Qualité du management et de l'organisation, compréhension des contraintes du chantier et solutions apportées - 10 points</i>	
1.2	Sous critère 2 : Qualité de la méthodologie de travaux et phasage	50 points
	<i>- Qualité de la note méthodologique explicitant les phasages travaux envisagés par l'entreprise - 20 points</i> <i>- Qualité de la note méthodologique explicitant les procédés envisagés par l'entreprise - 20 points</i> <i>- Qualité de la note méthodologique explicitant les procédés de dépollution (désamiantage) envisagés par l'entreprise - 10 points</i>	
2	Prix des prestations sur la base des prix indiqués à l'acte d'engagement	40 %
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
<b>Lot 2 (SOLS SOUPLES)</b>		<b>100 points</b>
1	Valeur technique	60 %
1.1	Sous-critère 1 : Qualité de l'organisation générale du chantier et des moyens humains et matériel pour répondre au planning et aux enjeux du marché	50 points
	<i>- Délai d'exécution et proposition(s) d'optimisation du calendrier - 20 points</i> <i>- Moyens humains affectés aux chantier (qualité et nombre) - 10 points</i> <i>- Moyens matériels adaptés au chantier en respect des préconisations du CCTP - 10 points</i> <i>- Qualité du management et de l'organisation, compréhension des contraintes du chantier et solutions apportées - 10 points</i>	
1.2	Sous critère 2 : Qualité de la méthodologie de travaux et phasage	50 points
	<i>- Qualité de la note méthodologique explicitant les phasages travaux envisagés par l'entreprise - 25 points</i> <i>- Qualité de la note méthodologique explicitant les procédés envisagés par l'entreprise - 25 points</i>	

2	Prix des prestations sur la base des prix indiqués à l'acte d'engagement	40 %
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

## Article 8 - Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## **Article 9 - Attribution du marché**

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.
- RC : Une attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité
- Décennale : Une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité
- RIB : Le relevé d'identité bancaire (RIB)

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **Article 10 - Litiges et différends**

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse  
Tél. : 0562735757  
Fax :  
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Toulouse  
Tél. : 0562735757  
Fax :  
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

### **Langue utilisée**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

---

**Dossier : 2025-003**

Objet : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

**Procédure : procédure adaptée**

Je soussigné : .....

représentant INSA TOULOUSE

atteste que : .....

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le ....., afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour INSA TOULOUSE,

**Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.**